

A.O.O n° 34/RFM/2017

OBJET :

**AMENAGEMENT DE SEGUIA AU DOUAR KHALLAD
A LA C.R ENJIL A LA PROVINCE DE BOULEMANE**

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

&

BORDEREAU DES PRIX-DETAIL ESTIMATIF

***A .O RESERVE A LA PETITE ET MOYENNE
ENTREPRISE***

Marché passé par appel d'offre ouvert sur offre des prix, en application de l'article 16 alinéa 2 paragraphe 1 et de l'article 17 alinéa 3 paragraphe 3, du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I, 1434 (20 mars 2013), relatif aux marchés publics.

**ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'INTERIEUR
REGION FES - MEKNES**

MARCHE N°

**O B J E T : Aménagement de séguia au douar Khallad à la C.R Enjl à
la Province de Boulemane.**

Marché passé par voie d'appel d'offre ouvert n° 17/RFM/2017 conformément aux dispositions de l'alinéa 2 paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Entre
Le Conseil de la Région Fès-Meknès représentée par son président

D'une part,

ET

1. Cas d'une personne morale

M.qualité

*Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont
conférés.*

Au capital social Patente n°

Registre de commerce deSous le n°.....

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

*Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions).....ouvert auprès
de.....*

Désigné ci-après par le terme « Entrepreneur».

D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT

2. cas de personne physique

M.

Agissant en son nom et pour son propre compte.

Registre de commerce deSous le n°.....

Patente n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n°(RIB sur 24 positions)..... ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « Entrepreneur».

D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI

3. cas d'un groupement

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention

.....(les références de la convention)..... :

- Membre 1 :

M.qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont
conférés.

Au capital social Patente n°

Registre de commerce deSous le n°.....

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n°(RIB sur 24 positions).....ouvert auprès de.....

- Membre 2 :

(Servir les renseignements le concernant)

-
-

- Membre n :

-
-

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement)
ayant M..... (prénom, nom et qualité) en
tant que mandataire du groupement et coordonnateur de l'exécution des prestations, ayant
un compte bancaire commun sous n° (RIB sur 24 positions)..... ouvert
auprès de

Désigné ci-après par le terme « Entrepreneur».

D'autre part

Il a été convenu et arrêté ce qui suit:

CHAPITRE I :

INDICATIONS GENERALES

Article 1 : Objet du marché

Le présent marché a pour objet les travaux d'aménagement de séguia au douar Khallad à la C.R Enjil à la Province de Boulemane.

Article 2 : Mode et procédure de passation du marché

Marché passé par appel d'offres ouvert sur offre des prix, en application de l'article 16 alinéa 2 paragraphe 1 et l'article 17 alinéa 3 paragraphe 3 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I, 1434 (20 mars 2013), relatif aux marchés publics.

Article 3 : Division par lots

Les travaux du présent marché constituent un Lot Unique.

Article 4 : Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage du présent marché est le **Conseil de la Région Fès-Meknès**.

Article 5 : Maîtrise d'œuvre et assistance technique

La maîtrise d'œuvre est confiée à l'AREP Fès-Meknès et la Province de Boulemane / Division des Equipements. Leurs missions consistent en :

- Le suivi des travaux ;
- La coordination des suivis du chantier ;
- La vérification et l'établissement des décomptes ;
- La réception provisoire et la réception définitive.

Article 6 : Description sommaire des ouvrages

Les travaux à exécuter au titre du présent marché comprennent:

- Terrassement
- Remblais
- Hérissonnage
- Béton de propreté
- Béton armé et légèrement armé
- Maçonnerie de moellons
- Joint de dilation
- Ferronnerie

Article 7 : Référence aux textes généraux

1. Loi organique 111-14 relative aux régions ;
2. Le décret n° 2-12-349 du 8 joumada 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics ;
3. Le décret n° 2-14-394 du 13 Mai 2016 approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux exécutés pour le compte de l'Etat ;
4. Le décret royal n° 330-66 du 10 moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;
5. Le décret n° 2-03-703 du 18 ramadan 1424 (13 novembre 2003) relatif aux délais de paiement et aux intérêts moratoires en matière de marchés de l'Etat ;
6. Décret n 2.14.272 du 14 mai 2014 relatif aux avances en matière de marchés publics ;
7. Arrête du Chef du gouvernement n°3-302-15 du 15 Safar 1437 (27 novembre 2015) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marches publics. BO n° 6422 DU 17/12/2015 ;

8. Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, la sécurité du personnel, les salaires de la main d'œuvre
9. Le décret n° 2.07.1235 du 5 Kaada 1429 (4 Novembre 2008) relatif au contrôle des dépenses de l'Etat.
10. Dahir n° 1-15-05 du 29 rabii 11 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics.
11. Le décret N°2- 09-441 du 17 Moharram 1431 (3 /1/2010) portant règlement de la comptabilité publique des collectivistes locales et de leurs groupement tel qu'il a été complétée et modifier
12. Le dahir portant la loi n°01-09-02 du 22 Safar 1430 (18/02/2009) portant promulgation de la loi n°45-08 relatif à l'organisation des finances des collectivités locales et de leurs groupements.
13. Arrêté du ministre de l'économie et des finances n°1871-13 du 4 Chaabane 1434 (13/06/2013) fixant la rémunération relative à la remise des plans et documents techniques prévue par les articles 19 et 99 du décret n° 2-12-349 précité.
14. Arrêté du ministre de l'économie et des finances n°1872-13 du 4 Chaabane 1434 (13/06/2013) relatif à la publication des documents dans le portail des marchés publics.
15. Arrêté du ministre de l'économie et des finances n°3011-13 du 24 Hija 1434 (30/10/2013) portant application de l'article 156 du décret n° 2-12-349 précité
16. Arrêté du ministre de l'Intérieur n°3574-13 du 6 Safar 1435 (10/12/2013) fixant les cahiers des prescriptions communes applicables aux marchés des régions, des préfectures, des provinces et des communes.
17. Le Décret n°2-16-344 du 22 juillet 2016 relatif aux délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques.

Tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés de l'Etat rendus applicables à la date de signature du marché ;

Si les textes généraux prescrivent des clauses contradictoires, l'entrepreneur devra se conformer aux plus récents d'entre eux.

L'entrepreneur attributaire du présent marché devra se procurer ces documents s'il ne les possède déjà et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci pour se dérober aux obligations qui y sont contenues.

Article 8 : Obligations particulières

Les obligations de l'entreprise comportent non seulement l'observation des prescriptions des textes énumérés ci-dessus mais aussi l'observation de tout autre décret, arrêté, réglementation ou normes en vigueur à la date de la remise de l'offre, applicables aux travaux du présent marché.

Article 9 : Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont celles énumérées ci-après par ordre de priorité :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent cahier des prescriptions spéciales (C.P.S) ;
3. Le bordereau des prix - détail estimatif ;
4. Le cahier des clauses administratives générales travaux (C.C.A.G-T).

Par le fait même de la signature de l'acte d'engagement, l'entrepreneur est réputé avoir lu et accepté les conditions et clauses prévues au présent C.P.S ainsi que celles prévues par le C.C.A.G-T, le D.G.A ainsi que toutes autres pièces rendues contractuelles par ce même document.

Article 10 : Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché

Les pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché comprennent :

- Les ordres de service ;
- Les avenants éventuels ;
- La décision prévue au § 3 de l'article 57 du C.C.A.G-T, le cas échéant ;

Article 11 : Obligations diverses de l'entrepreneur

1°/ L'entrepreneur sera tenu de provoquer lui-même les instructions écrites et figurées qui pourraient lui manquer, dans ces conditions, il ne pourra jamais se prévaloir du manque de renseignements pour justifier une exécution contraire à la volonté du Maître d'Ouvrage. En cas de besoin, ou si l'administration l'exige, l'entrepreneur fera appel à un géomètre topographe à sa charge.

2°/ Il est précisé que parmi les dépenses incluses dans les prix selon l'article 53 du C.C.A.G.T, figurent notamment :

- La construction et l'entretien des moyens d'accès et des chemins de service nécessaires pour les parties communes du chantier ;
- L'établissement, le fonctionnement et l'entretien des clôtures, les dispositifs de sécurité et installations d'hygiène intéressant les parties communes du chantier ;
- Le gardiennage, l'éclairage et le nettoyage des parties communes du chantier ainsi que leur signalisation extérieure ;
- L'installation et l'entretien du bureau mis à la disposition du maître d'ouvrage.
- Les plans d'exécution, détails de réalisation, croquis, photos de chantier, attachements, justificatifs de contrôle de la qualité des ouvrages,....et tout justificatif nécessaire au suivi et à la bonne exécution des ouvrages.

3°/ En application de l'article n°44 du C.C.A.G-T, le délai fixé pour le dégagement, le nettoyage et la remise en état des emplacements mis à la disposition des entrepreneurs est fixé à TRENTE JOURS (30 jours) de calendrier à compter de la date de la réception provisoire.

En outre, une pénalité spéciale de 1‰ (un pour mille) du montant du marché par jour de calendrier sera appliquée en cas de retard, à compter de la date d'expiration du délai de trente (30j) jours indiqué plus haut.

Article 12 : Présence de l'entrepreneur sur les lieux des travaux

1/ Pendant la durée des travaux, l'entrepreneur doit être présent en permanence sur le lieu d'exécution des travaux ou se faire représenter par un agent dûment agréé par le maître d'ouvrage, muni des pouvoirs nécessaires, de manière qu'aucune opération ne puisse être retardée ou suspendue en raison de son absence.

La demande écrite présentée par l'entrepreneur en vue de l'agrément d'un représentant, doit fournir toutes références utiles concernant cet agent et faire connaître exactement l'étendue des pouvoirs qui lui sont accordées par l'entrepreneur au point de vue tant de la conduite des travaux que du règlement des comptes.

2/ L'entrepreneur ou son représentant est tenu de répondre aux convocations qui lui sont adressées pour se rendre sur les lieux des travaux toutes les fois qu'il en est requis. Des procès-verbaux écrits doivent être produits à l'issue des réunions ou des visites de chantier effectuées en présences de l'entrepreneur.

Article 13 : Domicile de l'entrepreneur

A défaut par l'entrepreneur de satisfaire aux prescriptions de l'article 20 du CCAG-T, toutes les notifications lui seront valablement faites à l'adresse indiquée dans le présent C.P.S.

En cas de changement de domicile, l'entrepreneur est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

Article 14 : Communications

Les communications de toutes natures relatives à l'exécution des prestations entre le maître d'ouvrage et l'entrepreneur se font par écrit. Elles sont notifiées ou déposées à l'adresse indiquée par les deux parties.

Les communications prévues ci-dessus sont soit déposées contre récépissé auprès du destinataire, soit adressés audit destinataire par lettre recommandée avec accusé de réception et ce dans le délai imparti, s'il en est prévu un. La date du récépissé ou de l'accusé de réception fait foi pour la détermination du calcul du délai. Elles peuvent également lui être expédiées, à titre complémentaire, par fax confirmé ou par courrier électronique.

CHAPITRE II :

PRESCRIPTIONS DIVERSES

Article 15 : Validité du marché

En application de l'article 152 du décret n°2-12-349 relatif aux marchés publics, le présent marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après son approbation par l'autorité compétente et sa notification au titulaire du marché.

Article 16 : Délai de notification de l'approbation du marché

Conformément à l'article 153 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I, 1434 (20 mars 2013), le titulaire du marché ne sera libre de renoncer à son entreprise que si l'approbation de son marché ne lui est pas notifiée dans un délai de **soixante-quinze (75) Jours** à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis.

Dans le cas où le délai de validité des offres est prorogé conformément au 2^{ème} alinéa de l'article 33 du décret sus indiqué, le délai d'approbation est majoré d'autant de jours acceptés par l'attributaire du marché.

Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, l'attributaire est libéré de son engagement vis-à-vis du maître d'ouvrage. Dans ce cas, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire.

Lorsque le maître d'ouvrage décide de demander à l'attributaire de proroger la validité de son offre, il doit, avant l'expiration du délai, lui proposer par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine, de maintenir son offre pour une période supplémentaire ne dépassant pas trente (30) jours. L'attributaire doit faire connaître sa réponse avant la date limite fixée par le maître d'ouvrage.

En cas de refus de l'attributaire, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire.

Si le titulaire n'a pas usé de cette faculté, il se trouvera engagé irrévocablement vis à vis de l'administration par cette notification.

Article 17 : Nantissement

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement du présent marché, le régime institué par le Dahir n°1-15-05 du 29 Rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics, étant précisé que :

- La liquidation des sommes dues par le ministère de la justice et des libertés en exécution du présent marché sera opérée par les soins de Monsieur le Président de la Région Fès-Meknès.
- Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi 112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité.
- Les dits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n°112-13.
- Les paiements prévus au marché seront effectués par le Trésorier Régional de Fès seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché.

- Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché, sur sa demande et contre récépissé, une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

Article 18 : Délai d'exécution des travaux - Pénalités pour retard

Le délai global d'exécution du présent marché est fixé à **quatre-vingt-dix jours (90j)** à compter de la date de commencer les travaux qui sera fixée par ordre de service du maître d'ouvrage.

A défaut par l'entrepreneur de n'avoir terminé les travaux ainsi déterminée ; il lui sera appliqué une pénalité journalière de retard égale à 1/1000 du montant initial du marché augmenté, le cas échéant, par les avenants (DH/jour de calendrier).

Les pénalités sont cumulables et déduites d'office des sommes qui lui sont dues au titre du marché et en cas d'insuffisance sur son cautionnement sans préjudice des poursuites qui pourraient être engagées contre lui pour le recouvrement du reliquat des pénalités.

Conformément aux dispositions de l'article 65 du C.C.A.G-T, le montant des pénalités pour retard est plafonné à dix pour cent (8%) du montant initial du marché éventuellement, modifié ou complété par les avenants suivant l'article 65 du C.C.A.G-T.

Article 19 : Cautionnements - Retenue de garantie

Le cautionnement provisoire est fixé à **Cinq mille (5.000,00 dhs) dirhams**.

Le cautionnement définitif est fixé à 3% du montant initial du marché arrondi à la dizaine de dirham supérieure.

Une retenue de garantie d'un dixième (1/10) du montant des travaux sera opérée sur les acomptes provisoires. Cette retenue de garantie cessera de croître quand elle aura atteint 7% du montant initial du marché, augmenté, le cas échéant, par les avenants. Le délai de garantie est fixé à Une (1) année à compter de la date du procès-verbal de la réception provisoire des travaux.

Article 20 : Sous-traitance

Le titulaire choisit librement ses sous-traitants sous réserve qu'il notifie au maître d'ouvrage la nature des prestations qu'il envisage de sous-traiter et l'identité, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse des sous-traitants, et ce, conformément à l'article 158 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I, 1434 (20 mars 2013), relatif aux marchés publics.

Article 21 : Assurances et responsabilités

Avant tout commencement des travaux, l'entrepreneur doit adresser au maître d'ouvrage les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce, conformément aux stipulations de l'article 25 du CCAG-T, tel qu'il a été complété ou modifié.

Article 22 : Droits de timbres et d'enregistrement

Le titulaire supportera les frais de timbre et éventuellement les frais d'enregistrement des différentes pièces du marché et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 du CCAG-T.

Article 23 : Réception provisoire

En application de l'article 73 du CCAGT, l'entrepreneur avise le maître d'ouvrage par écrit de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés où le seront. Le maître d'ouvrage procède, l'entrepreneur ayant été convoqué, aux opérations préalables à la réception des ouvrages dans un délai de vingt (20) jours à compter de la date de réception de l'avis mentionné ci-dessus ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux si cette date est postérieure.

- Dans un délai de 15 jours suivant la date du P.V de réception, le M.O fait connaître par OS sa décision de prononcer ou non la réception.
- Le M.O peut prononcer la réception provisoire sous réserve d'exécuter les prestations non réalisées dans un délai n'excédant pas 1 mois (sauf stipulations contraires du CPS).
- Si la réception est assortie de réserves, l'entrepreneur doit remédier aux imperfections dans les délais fixés par O.S, faute de quoi, le M.O peut faire exécuter les travaux correspondant aux frais et risque de l'entrepreneur.
- Si les imperfections constatées ne portent pas atteinte à la sécurité et au comportement des ouvrages, le M.O peut proposer une réfaction sur les prix.

Article 24 : Réception définitive

Conformément à l'article n° 76 du C.C.A.G.T; la réception définitive aura lieu douze mois (12 mois) après la date de la réception provisoire des travaux et la retenue de garantie sera débloquée, après que la réception définitive soit prononcée sans réserve par le maître d'ouvrage.

Article 25 : Délai de garantie

Le délai de garantie est fixé à une année à partir de la date de réception provisoire. Pendant la durée du délai de garantie, l'entrepreneur demeure responsable de ses ouvrages et, est tenu de les entretenir à ses frais, il reste même responsables des actions ou indemnités formulées par les tiers pour dommages résultant de l'exécution des travaux.

Article 26 : Recrutement et paiement des ouvriers

Les formalités de recrutement et de paiement des ouvriers sont celles prévues par les dispositions du CCAG-T et de la réglementation en vigueur lors de l'exécution des travaux.

Article 27 : Caractère des prix

Il est formellement stipulé que l'entrepreneur est réputé avoir pris une parfaite connaissance de la nature, des conditions et difficultés d'exécution des travaux et avoir personnellement examiné dans tous leurs détails, les pièces du projet établies par l'administration, s'être entouré de tous les renseignements nécessaires à la composition des prix et avoir obtenu toutes les précisions désirables pour que l'ouvrage fini soit conforme à toutes les règles de l'art et aux prescriptions du marché.

Les prix établis par l'entrepreneur correspondent à des ouvrages en parfait état d'achèvement et de fonctionnement et toutes sujétions et ce, conformément aux descriptions de l'article 53 du C.C.A.G-T.

Article 28 : Contrôle des travaux

Nonobstant le contrôle et la surveillance normale des travaux par l'administration, l'Entrepreneur devra laisser libre accès de son chantier aux agents chargés du contrôle des travaux, leur présenter s'ils le demandent toutes les pièces du projet ou dessins

d'exécution et leur fournir tous les renseignements et explications utiles pour l'exécution de leur mission.

Les essais préliminaires d'information et d'agrément sont réalisés à la diligence de l'entrepreneur par un laboratoire agréé. Les frais de ces essais sont à la charge de l'entrepreneur et sont réputés être inclus dans les prix unitaires des travaux.

Article 29 : Changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrages et dans la masse des travaux.

Les changements de diverse nature d'ouvrages sont soumis aux dispositions des articles 55, 57, 58 et 59 du C.C.A.G-T pour l'augmentation ou la diminution dans la masse des travaux.

Article 30 : Cas de force majeure

Conformément à l'article 47 du C.C.A.G-T, les seuils des intempéries et autres phénomènes naturels qui sont réputés constituer un événement de force majeure au titre du présent marché est définis comme suit :

- ✦ Pluie d'intensité supérieure ou égale à 100 mm/jour ;
- ✦ Séisme d'intensité supérieure ou égale à 5° à l'échelle de Richter ;
- ✦ Neige de hauteur supérieure ou égale à 1 m.

Article 31 : Cession du marché

L'Entrepreneur est tenu de se conformer aux prescriptions de l'article 27 du C.C.A.G-T.

Article 32 : Ajournements des travaux

Les ajournements des travaux sont prescrits par ordre de service motivé.

L'Entrepreneur est tenu de se conformer aux dispositions de l'article 48 du C.C.A.G-T.

Article 33 : Résiliation du marché

Les conditions de résiliation du présent marché sont celles prévues par le C.C.A.G-T.

Article 34 : Litiges

Tout litige entre l'administration et l'entreprise est soumis aux tribunaux compétents conformément à l'article 83 du C.C.A.G-T.

CHAPITRE III :

MODE D'EXECUTION ET D'EVALUATION DES TRAVAUX

Article 35 : Détermination des prix

Il est formellement stipulé que l'entrepreneur est réputé avoir une parfaite connaissance de la nature des conditions et difficultés d'exécution des travaux et avoir personnellement examiné dans tous leurs détails, les pièces du projet établies par l'administration, s'être entouré de tous les renseignements nécessaires à la composition des prix et avoir obtenu toutes les précisions désirables pour que l'ouvrage fini soit conforme à toutes les règles de l'art et aux prescriptions du marché, les prix établis par l'entrepreneur correspondent à des ouvrages en parfait état d'achèvement et de fonctionnement et toutes sujétions.

Article 36 : Définition des prix:

Prix n° 1 : Terrassement en terrain de toute nature.

Déblais en terrain de toute nature, dans l'eau et à toutes profondeurs y/c le rocher, piquetage, abattage des arbres, pompage, remise en état des lieux.

Ouvrage payé au **mètre cube** au prix n° **1**

Prix n° 2 : Hérissonnage de 0,20m exécuté en pierres sèches.

Exécuté sur terre pleine, en maçonnerie de pierres sèches posées la pointe en l'air, rangées à la main et énergiquement damées, les intervalles sont comblés afin d'assurer un parfait calage de l'ensemble, le blocage ainsi constitué sera ensuite arrosé y compris toutes sujétions,

Ouvrage payé au **mètre carré** au prix n° **2**

Prix n° 3 : Béton de propreté dosé à 150 kg de ciment CPJ 45

Béton de propreté pour fond de fouille d'ouvrage dosé à 150kg de ciment CPJ 45/m³, soigneusement damé y/c toutes sujétions

Ouvrage payé au **mètre cube** au prix

n° **3**

Prix n° 4 : Béton pour béton dosé à 300kg de ciment CPJ 45/m³:

Béton pour béton dosé à 300kg de ciment CPJ 45/m³ pour exécution des ouvrages y/c fourniture et mise en œuvre, coffrage, décoffrage et toutes sujétions

Ouvrage payé au **mètre cube** au prix n° **4**

Prix n° 5 : Béton pour béton dosé à 350kg de ciment CPJ 45/m³:

Béton pour béton dosé à 350kg de ciment CPJ 45/m³ pour exécution des ouvrages suivant les plans, y/c toutes fourniture et mise en œuvre, coffrage, décoffrage et toutes sujétions.

Ouvrage payé au **mètre cube** au prix n° **5**

Prix n° 6 : Maçonnerie en moellon hourdé au mortier de béton:

Maçonnerie en moellon hourdé au mortier de béton dosé à 250kg de ciment CPJ 45/m³, y/c toutes sujétions de dressage et de mise en œuvre.

Ouvrage payé au **mètre cube** au prix n° **6**

Prix n° 7 : Armature pour bétons dosés à 300 et 350Kg de ciment CPJ 45/m3 :

Armature pour béton dosé à 300 et 350Kg de ciment CPJ-45, y/c fourniture, transport, façonnage et mise en œuvre, les aciers seront de type mi-dur à haute adhérence et rond lisse

Ouvrage payé au **kilogramme** au prix n° **7**

Prix n° 8 : Béton ordinaire dosé à 250kg de ciment CPJ 45 :

Béton ordinaire dosé à 250kg de ciment CPJ 45/m3 y/c toutes sujétions de fourniture et de mise en œuvre.

Ouvrage payé au **mètre cube** au prix n° **8**

Prix n° 9 : Fourniture et pose de joints de dilatation :

Fourniture et pose de joints de dilatation exécuté au mortier avec un mastic asphaltique y/c toutes sujétions de fourniture et de mise en œuvre.

Ouvrage payé au **mètre linéaire** au prix n° **9**

Prix n° 10 : Fourniture et pose de ferronnerie :

Fourniture, transport, mise en forme et pose de ferronnerie pour confection des vannes y/c toutes sujétions.

Ouvrage payé au **kilogramme** au prix n° **10**

Article 37 : Composition des bétons

Désignation	Ciment CPJ 45 Kg	Sable M ³	Grain de riz M ³	Gravette M ³		Pierres cassées M ³		Moellons 100 M ³	Emploi
				8/15	15/25	25/40	40/60		
N°1	150	0,600		0,800					Béton de propreté
N°2	250	0,550			0,800				Béton de forme
N°3	300	0,450			0,350	0,750			Béton banché
N°4	350	0,400		0,400	0,450				Béton armé
N°5	300	0,450			0,200		0,300	0,600	Béton cyclopéen
N°6	250	0,450			0,200		0,900		Gros béton
N°7	350	0,400	0,400		0,500				Béton armé pailasse
N°8	400	1,000							Chape de ciment
N°9	350	0,450	0,350		0,750				Béton pour dallette
N°10	200	0,300	0,200		0,800				Béton maigre

Article 38 : Mode de mesurage

Les quantités sont évaluées par le système des métrés dressés après exécution des travaux objet du présent marché.

Article 39 : Règlement des sommes dues

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte courant postal, bancaire ou à la Trésorerie Générale du Royaume, ouvert au nom du titulaire tel qu'il ressort de son acte d'engagement.

Article 40 : Révision des prix

Conformément à l'article 12, alinéa 2§2 du décret N°2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) et à l'article 54 du CCAGT les prix sont révisables en application des règles et conditions de révision des prix des marchés publics.

La formule de révision des prix sont de la forme :

$$P = P_o * (0,15 + 0,85 * (TR3/TR3o))$$

Dans laquelle :

P = Prix HT révisé de la nature d'ouvrage considéré

P_o = Prix initial HT du marché

TR3o: est la valeur de l'index global, relatif à la prestation, considéré au mois de la date limite de remise des offres;

TR3: est la valeur de l'index global du mois de la date de l'exigibilité de la révision.

L'indice Zéro caractérise l'index relatif à l'époque de base. L'index non indicé est celui relatif au mois d'exécution des travaux.

Les valeurs à prendre en compte sont celles du mois de réalisation des prestations.

La révision des prix est applicable quelque soit la valeur obtenue par le calcul.

Article 41 : Programme d'exécution des travaux

Dans un délai de **Cinq (05) jours** à compter de la date de notification de l'approbation du marché, l'entrepreneur soumettra à l'administration le programme d'exécution des travaux prévu au fascicule n°1 à l'article 9 du CPC et correspondant à l'exécution de l'ensemble des travaux objet du présent marché.

Article 42 : Installation générale de chantier

L'entrepreneur soumettra à l'ingénieur le projet de ses installations de chantier dans un délai de **Cinq (05) Jours** à compter de la date de notification de l'approbation du marché. Cette prestation ne donnera droit à aucune indemnité spéciale de la part du maître d'ouvrage.

Panneaux de chantier

Une sous construction fixée à l'entrée et/ou à la sortie du chantier, à un endroit à choisir par le Maître d'ouvrage, permettra de fixer un panneau principal. Le panneau indiquera la nature de la réalisation, le nom de différents intervenants (Maître d'ouvrage, Maître d'œuvre, entreprise, laboratoire....) etc.

Le coût du panneau de chantier à installer à l'entrée du chantier est à la charge de l'entreprise.

Article 43 : Sujétions diverses d'exécution

Pendant l'exécution des travaux, il sera procédé à des déviations provisoires au droit des travaux afin de permettre l'exécution de ceux-ci dans de bonnes conditions.

Article 44 : Réunion de chantier

L'entrepreneur ou son représentant est tenu de se rendre personnellement aux convocations du maître d'ouvrage et d'accompagner les représentants de cette dernière sur les chantiers lors des visites périodiques et de leur donner les explications sur les

travaux. La périodicité des visites est fixée par le maître d'ouvrage ou par l'ingénieur chargé du suivi du chantier qui pourra dans les mêmes conditions fixer toute visite exceptionnelle sous préavis de vingt-quatre heures. Il sera dressé, pour chaque réunion, un procès-verbal qui sera contresigné par le maître d'ouvrage et l'entrepreneur en fin de séance. Dans le cas où l'entrepreneur est absent ou refuse de contresigner le procès-verbal, celui-ci lui est notifié par ordre de service.

Ces procès-verbaux étant appelés à remplacer autant que possible les échanges de correspondance entre le maître d'ouvrage, l'ingénieur chargé du suivi et l'entrepreneur. Ce dernier veillera à y faire inscrire au fur et à mesure du déroulement des travaux, ses observations, ses réclamations ou réserves. L'inscription de ces dernières au cahier de chantier ne saurait remplacer la présentation des réclamations dans les formes et conditions prévues par les clauses du C.C.A.G-T.

Lors des visites de chantier, l'entrepreneur est tenu de prendre toutes dispositions pour rendre accessible la totalité des lieux d'opérations dans des conditions de sécurité totale. Il devra faciliter toute opération de mesure et tenir à disposition tout document nécessaire à la bonne conduite des travaux et toute fiche d'essai de matériaux reçu sur le chantier ou mis en œuvre.

Article 45 : Emplacements mis à la disposition de l'entrepreneur

L'entrepreneur pourra disposer pour les installations de son chantier, le stationnement de son matériel et le dépôt provisoire des matériaux, du domaine public constituant les emprises des routes classées à condition que les emplacements choisis ne présentent aucun danger ni gêne à la circulation.

Ces emplacements seront remis à leur état initial dans le délai de 15 jours. Cette remise en état conditionne le prononcé de la réception provisoire des travaux.

Article 46 : Provenance des matériaux

En application de l'article 42 du CCGA-T, les matériaux destinés à l'exécution des travaux ne seront d'origine étrangère qu'en cas d'impossibilité de se procurer des matériaux de fabrication marocaine. Les matériaux pour la construction de la route, devront être extraits d'une carrière autorisée.

Article 47 : Essais de contrôle des travaux

Les essais de contrôle seront arrêtés d'un commun accord entre l'Administration et l'entreprise, qui doivent être sanctionnés par un procès-verbal, en fonction du programme général des travaux de démarrage du chantier. Toutefois, la fréquence des essais sera déterminée en commun accord avec l'administration et l'entreprise. **Le planning des essais prisera les essais qui seront effectués par l'entrepreneur et ceux à la charge de l'administration.**

Article 48 : Mesure de sécurité et d'hygiène

Les mesures de sécurité et d'hygiène sont celles prévues par le C.C.A.G-T. Ces mesures se rapportent notamment :

- Aux conditions de logement du personnel du chantier : prendre les dispositions nécessaires en vue d'assurer le choix adéquat du site, la propreté des logements, l'alimentation en eau potable, la présence et l'isolement des locaux sanitaires et la protection contre les crues et les incendies.

- Au ravitaillement et au fonctionnement du chantier : Les lieux de ravitaillement doivent être isolés des lieux de logement du personnel et protégés contre toute cause de pollution et de contamination.
- A l'hygiène : Assurer le nettoyage quotidien, l'entretien du réseau d'égouts et l'évacuation des ordures ménagères et tout produit toxique.
- Au service médical : Disposer sur chantier des produits pharmaceutiques et équipements nécessaires pour assurer les soins médicaux de première urgence en cas d'accident éventuel.
- Aux conditions de sécurité : Doter le personnel de chantier de moyens de sécurité (tenue de travail, casques, gants, bottes etc.) et assurer la sécurité des tiers.
- Au gardiennage et à la police de chantier : Assurer un gardiennage permanent du chantier de jour comme de nuit et veiller à l'application de la discipline et du règlement de chantier.
- A la protection de l'environnement : Evacuer tous les produits et matériaux non utilisés et procéder à la remise en état des lieux.

Article 49 : Nettoyage du chantier

L'entrepreneur devra évacuer régulièrement des locaux où il travaille les gravas ou débris divers. Le maître d'ouvrage pourra à tout moment exiger ce nettoyage lorsqu'il n'aura pas été exécuté spontanément.

Article 50 : Attachements et suivi des travaux

Les attachements objet des prestations du présent marché seront pris en présence de l'attributaire ou son représentant et du représentant de l'administration qui sera chargé du suivi de l'exécution des travaux et qui sera habilité à prendre les actes techniques nécessaires pour l'exécution du projet dans les meilleures conditions.

Article 51 : Modalités de règlement

Les acomptes sont réglés à l'entrepreneur sur la base de décomptes établis par le maître d'ouvrage. Le montant de chaque décompte est réglé à l'entrepreneur après réception par le maître d'ouvrage de tous les métrés, situations et pièces justificatives nécessaires à sa vérification.

Seules sont réglées, les prestations prescrites par le C.P.S ou par ordre de service notifié par le maître d'ouvrage.

Les prestations sont réglées par application des prix aux quantités réellement exécutées après déduction de la retenue de garantie.

Les situations seront cumulatives et seront réglées par application des prix aux quantités réellement exécutées.

Article 52 : Documents à remettre à l'administration

Le titulaire du marché est tenu de fournir à l'Administration:

- Les rapports de contrôle du laboratoire ;
- Les agréments des matériaux à utiliser ;
- Plan de recollement
- Un album photos décrivant le déroulement des travaux depuis l'installation du chantier jusqu'à la réception provisoire des travaux ;

Et ce, sur format papier et sur support informatique Clé USB.

BORDEREAU DES PRIX - DETAIL ESTIMATIF

**OBJET : Aménagement de séguia au douar Khallad à la C.R Enjil à la
Province de Boulemane.**

N° des prix	Désignation des ouvrages	Unité	Qté	Prix Unitaire Hors T.V.A (DH) (En chiffre)	Prix Total Hors T.V.A (DH) (En chiffre)
1	Terrassements. Le mètre cube.....	M ³	175		
2	Hérissonnage en pierres sèches Le mètre carré.....	M ²	518		
3	Béton de propreté dosé à 150 kg de ciment CPJ 45/m3 Le mètre cube.....	M ³	2		
4	Béton dosé à 300 kg de ciment CPJ 45/m3 Le mètre cube.....	M ³	120		
5	Béton dosé à 350 kg de ciment CPJ 45/m3 Le mètre cube.....	M ³	4		
6	Maçonnerie de moellons Le mètre cube.....	M ³	10		
7	Armatures pour bétons Le kilogramme.....	Kg	3240		
8	Béton ordinaire dosé à 250 kg de ciment CPJ 45/m3 Le mètre cube.....	M ³	2		
9	Fourniture et pose de joints de dilatation. Le mètre linéaire	ML	70		
10	Fourniture et pose ferronnerie Le kilogramme	Kg	100		
TOTAL H.T					
TAUX T.V.A (20%)					
TOTAL T.T.C					

Arrêté le présent bordereau des prix-détail estimatif à la somme (T.T.C) de :

.....

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'INTERIEUR
REGION FES-MEKNES

Marché passé par appel d'offre ouvert n° **34 /RFM/2017** sur offre des prix, en application de l'article 16 alinéa 2 paragraphe 1 et l'article 17 alinéa 3 paragraphe 3 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I, 1434 (20 mars 2013), relatif aux marchés publics.

Objet : Aménagement de séguia au douar Khallad à la C.R Enjil à la Province de Boulemane.

Marché n° :

Arrêté à la somme T.T.C de (en dirhams) :

Signatures :

<p style="text-align: center;">Dressé par :</p> <div style="display: flex; align-items: center;"><div><p>L'ingénieur chef du service des équipements et des infrastructures</p><p><i>[Signature]</i></p><p>Signé : KHALID AMANZOUNE</p></div></div> <p style="text-align: right; color: red; font-weight: bold; font-size: 1.2em;">24 MAI 2017</p>	<p style="text-align: center;">Vu et vérifié par :</p> <div style="display: flex; align-items: center;"><div><p>Directeur de l'Agence Régionale d'Exécution des Projets Région Fès - Meknès</p><p><i>[Signature]</i></p><p>Youssef ZIANI</p></div></div> <p style="text-align: right; color: red; font-weight: bold; font-size: 1.2em;">24 MAI 2017</p>
<p style="text-align: center;">Lu et accepté par :</p>	<p style="text-align: center;">Présenté par :</p> <div style="display: flex; align-items: center;"><div><p>Pour le Président et P.O Directeur Général des Services</p><p><i>[Signature]</i></p><p>Abderrazzak MOUMNI</p></div></div> <p style="text-align: right; color: red; font-weight: bold; font-size: 1.2em;">24 MAI 2017</p>
<p style="text-align: center;">Approuvé par :</p>	